



Pour la santé des consommateurs : UNE DGCCRF FORTE ET RENFORCÉE

11 janvier 2018

 **COMMUNIQUE de PRESSE** 
Paris, le 11 janvier 2018

POUR LA SANTÉ DES CONSOMMATEURS : UNE DGCCRF FORTE ET RENFORCÉE

Appelé accusé de programmer l'obsolescence de cas téléphones... La DGCCRF va enquêter. Volkswagen coupable d'avoir sous-estimé son taux d'émission de pollution ... la DGCCRF enquête. Des grands distributeurs reconnaissent ne pas avoir retiré de la vente comme prévu des laits infantiles Lactalis contaminés à la salmonelle... On envoie la DGCCRF. A chaque grand «scandale» en matière de consommation, on invoque la grande DGCCRF. Cela avait été auparavant le cas lors de la crise de l'ESB, puis celle du cheval... Ça fest à nouveau aujourd'hui. Sauf que, sauf que...

On peut certes dire que la DGCCRF ne peut être derrière chaque boîte et bouteille de lait... Et c'est vrai. Malgré tout, on ne peut pas faire comme si la question des effectifs et de l'organisation de la DGCCRF était anodine et ne pesait pas depuis des années sur son action réelle ...

Avec les effectifs actuels, la DGCCRF survit à peine. Les pouvoirs publics tentent de faire croire que la DGCCRF veille. Elle veille autant qu'elle le peut...

Mais que peut réellement faire la DGCCRF avec environ 2 800 agents (plus de 1000 suppressions d'emplois en 15 ans) sur l'ensemble du territoire qui doivent à la fois suivre les téléphones et le lait mais aussi tout le reste : les soldes (c'est la période), la sécurité des produits industriels (des guirlandes électriques aux produits de puériculture), des produits alimentaires (à la production, dans les grandes surfaces, chez les bouchers, chez les boulangers...), des services (hôtels, restaurants, soins cosmétiques, auto-écoles, salles de sport, banque assurances...), des arnaques de toutes sortes (véhicules automobiles d'occasion, ventes par internet, publicité mensongère...)?

De plus, quand on parle de 2 800 agents, c'est y compris l'encadrement, les services centraux... soit nettement moins de 2000 agents de contrôle réellement sur le terrain. Que peuvent faire les agents de la DGCCRF quand ils ne sont seulement que 4 enquêteurs dans un département avec une organisation qui n'en est plus une... Où la Direction Générale de la DGCCRF n'est plus hiérarchiquement à la tête de tous les services déconcentrés de la DGCCRF, partitionnés depuis 2008 entre directions départementales interministérielles (DDI) et directions régionales (DIRECCTE). L'organisation ressemble plus aujourd'hui à un «chef d'œuvre en péril» qu'à une administration chargée de protéger les consommateurs, les commerçants et les entreprises honnêtes. D'autant plus que les enquêteurs CCRF peuvent être placés sous l'autorité hiérarchique de cadres d'autres administrations... qui n'ont pas la même culture – et vision – du contrôle !

Et attention aux fausses bonnes solutions.

Externaliser les missions ne résoudra rien, ni ne remplira les trous dans la raquette des contrôles : comment imaginer que des organismes privés payés par ceux qu'ils contrôleraient seraient totalement impartiaux et n'agiraient qu'au service de tous, sans aucune considération économique ? Pourtant, s'il y a bien une mission de service public essentielle c'est bien celle d'assurer la sécurité et la protection des consommateurs.

Il faut donner confiance... C'est le maître mot. Celui que l'on voit partout. Notamment dans le projet de loi pour une société de confiance qui sera étudié la semaine prochaine à l'Assemblée qui prévoit notamment le droit à l'erreur des entreprises . Pas de doute. A l'éclairage des «erreurs» commises par les grands distributeurs qui ont mis en danger la santé des enfants, on ne peut douter que ce projet de loi sera un grand pas... dans le mauvais sens.

Désormais, le consommateur n'a plus confiance dans les produits et les services qui lui sont proposés. Le meilleur moyen de lui redonner confiance est de lui garantir que la DGCCRF a les moyens suffisants de faire des contrôles nécessaires.

Pour SOLIDAIRES CCRF et SCL et sa fédération SOLIDAIRES Finances, Il est clair qu'il faut :

- Renforcer les effectifs pour faire face aux enjeux de santé publique et pour que les agents de la DGCCRF puissent assurer efficacement l'ensemble des missions dont ils sont chargés.
- Redonner à la DGCCRF une vraie chaîne de commandement directe

Cela passe entre autres par la sortie des Directions Départementales Interministérielles
C'est une responsabilité du gouvernement vis-à-vis des citoyens.

POUR LA SANTÉ DES CONSOMMATEURS : UNE DGCCRF FORTE ET RENFORCÉE

Apple accusé de programmer l'obsolescence de ces téléphones... La DGCCRF va enquêter. Volkswagen coupable d'avoir sous-estimé son taux d'émission de pollution ... la DGCCRF enquête. Des grands distributeurs reconnaissent ne pas avoir retiré de la vente comme prévu des laits infantiles Lactalis contaminés à la salmonelle... On envoie la DGCCRF.

A chaque grand «scandale» en matière de consommation, on invoque la grande DGCCRF. Cela avait été auparavant le cas lors de la crise de l'ESB, puis celle du cheval... Ça l'est à nouveau aujourd'hui. Sauf que, sauf que...

On peut certes dire que la DGCCRF ne peut être derrière chaque boîte et bouteille de lait... Et c'est vrai. Malgré tout, on ne peut pas faire comme si la question des effectifs et de l'organisation de la DGCCRF était anodine et ne pesait pas depuis des années sur son action réelle ...

Avec les effectifs actuels, la DGCCRF survit à peine. Les pouvoirs publics tentent de faire croire que la DGCCRF veille. Elle veille autant qu'elle le peut...

Mais que peut réellement faire la DGCCRF avec environ 2 800 agents (plus de 1000 suppressions d'emplois en 15 ans) sur l'ensemble du territoire qui doivent à la fois suivre les téléphones et le lait mais aussi tout le reste : les soldes (c'est la période !), la sécurité des produits industriels (des guirlandes électriques aux produits de puériculture), des produits alimentaires (à la production, dans les grandes surfaces, chez les bouchers, chez les boulangers...), des services (hôtels, restaurants, soins cosmétiques, auto-écoles, salles de sport, banque assurances...) , des arnaques de toutes sortes (véhicules automobiles d'occasion, ventes par internet, publicité mensongère.... ?

De plus, quand on parle de 2 800 agents, c'est y compris l'encadrement, les services centraux... soit nettement moins de 2000 agents de contrôle réellement sur le terrain. Que peuvent faire les agents de la DGCCRF quand ils ne sont seulement que 4 enquêteurs dans un département avec une organisation qui n'en est plus une... Où la Direction Générale de la DGCCRF n'est plus hiérarchiquement à la tête de tous les services déconcentrés de la DGCCRF, partitionnés depuis 2008 entre directions départementales interministérielles (DDI) et directions régionales (DIRECCTE). L'organisation ressemble plus aujourd'hui à un «chef d'œuvre en péril» qu'à une administration chargée de protéger les consommateurs, les commerçants et les entreprises honnêtes. D'autant plus que les enquêteurs CCRF peuvent être placés sous l'autorité hiérarchique de cadres d'autres administrations... qui n'ont pas la même culture – et vision- du contrôle !.

Et attention aux fausses bonnes solutions.

Externaliser les missions ne résoudra rien, ni ne remplira les trous dans la raquette des contrôles : comment imaginer que des organismes privés payés par ceux qu'ils contrôlèrent seraient totalement impartiaux et n'agiraient qu'au service de tous, sans aucune considération économique ? Pourtant, s'il y a bien une mission de service public essentielle c'est bien celle d'assurer la sécurité et la protection des consommateurs.

Il faut donner confiance... C'est le maître mot. Celui que l'on voit partout. Notamment dans le projet de loi pour une société de confiance qui sera étudié la semaine prochaine à l'Assemblée qui prévoit notamment le droit à l'erreur des entreprises .

Pas de doute. A l'éclairage des «erreurs» commises par les grands distributeurs qui ont mis en danger la santé des enfants, on ne peut douter que ce projet de loi sera un grand pas... dans le mauvais sens.

Désormais, le consommateur n'a plus confiance dans les produits et les services qui lui sont proposés. Le meilleur moyen de lui redonner confiance est de lui garantir que la DGCCRF a les moyens suffisants de faire des contrôles nécessaires.

Pour SOLIDAIRES CCRF et SCL et sa fédération SOLIDAIRES Finances, Il est clair qu'il faut :

- Renforcer les effectifs pour faire face aux enjeux de santé publique et pour que les agents de la DGCCRF puissent assurer efficacement l'ensemble des missions dont ils sont chargés.
- Redonner à la DGCCRF une vraie chaîne de commandement directe

Cela passe entre autres par la sortie des Directions Départementales Interministérielles

C'est une responsabilité du gouvernement vis-à-vis des citoyens.

